



La croissance de l'économie belge s'accélérait légèrement en 2017, atteignant 1,4 %

Depuis la publication des prévisions économiques de septembre 2016, la prévision de croissance pour l'économie européenne en 2017 a été légèrement revue à la hausse. La croissance du PIB belge pour 2017 est dès lors relevée, passant de 1,2 % à 1,4 %. En outre, la croissance économique belge de 2016 et 2017 semble plus intensive en emplois qu'anticipé initialement. L'inflation dépasserait légèrement 2 % en 2017 en raison de l'augmentation du prix du pétrole.

Conformément à la loi du 21 décembre 1994, l'Institut des comptes nationaux a communiqué les chiffres du budget économique au ministre de l'Économie. Ces prévisions macroéconomiques servent de base au contrôle budgétaire pour l'année 2017.

Un contexte international caractérisé par de nombreuses incertitudes politiques

En 2016, la croissance de l'économie mondiale est restée modeste, mais elle devrait se renforcer quelque peu cette année sous l'impulsion des États-Unis (une croissance de 2,3 % y est attendue) et des pays émergents. Toutefois, l'orientation future de la politique commerciale des États-Unis est particulièrement incertaine. Si des mesures susceptibles de déboucher sur des conflits commerciaux venaient à être prises, le commerce mondial serait entravé. En outre, une hausse rapide des taux directeurs américains pourrait, dans un certain nombre d'économies émergentes, provoquer des fuites de capitaux.

Les données récentes et les indicateurs de confiance montrent que l'économie européenne enregistre de meilleures performances que prévu immédiatement après le vote en faveur du Brexit de juin 2016. Les effets négatifs du Brexit sur l'économie britannique sont jusqu'à présent limités, mais la hausse des prix à l'importation pourrait freiner la croissance outre-Manche cette année. Par ailleurs, les élections qui auront lieu prochainement dans plusieurs États membres de la zone euro sont également une source d'incertitudes politiques.

La croissance de la zone euro dans son ensemble devrait s'établir à 1,5 % en 2017, contre 1,7 % en 2016.

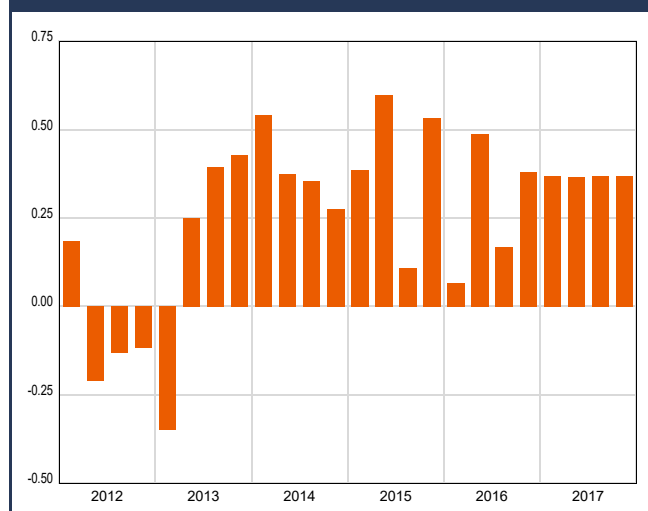
En 2017, la croissance du PIB belge s'accélère sous l'impulsion de la demande intérieure

Au quatrième trimestre de 2016, l'économie belge a affiché une croissance solide. En 2017, la croissance oscillerait entre 0,3 et 0,4 % par trimestre grâce à la dynamique de la demande intérieure, tandis que la contribution des exportations nettes serait nulle. Sur base annuelle, la croissance économique belge s'établirait à 1,4 %, après avoir atteint 1,2 % en 2016.

Tout comme en 2016, les exportations belges sont soutenues cette année par la dépréciation de l'euro ainsi que par l'évolution favorable des coûts intérieurs, laquelle découle des mesures prises pour limiter le coût du tra-

vail. La progression en volume des exportations en 2016 et 2017 (respectivement de l'ordre de 5,8 % et 4,5 %) est importante mais flattée par la réorganisation d'une entreprise internationale active sur le marché belge, qui a sensiblement intensifié ses activités d'importation et d'exportation, sans que cela n'ait d'impact sur le PIB. Le solde de la balance des opérations courantes a augmenté jusqu'à 0,7 % du PIB en 2016, mais fléchirait à 0,5 % du PIB cette année, en raison de la hausse du prix du pétrole et d'une contribution nulle des exportations nettes à la croissance économique.

Evolution trimestrielle du PIB belge en volume
Données corrigées des variations saisonnières et des effets calendaires



La progression du revenu disponible réel des particuliers est estimée à 1 % en 2016. Le pouvoir d'achat a, d'une part, été soutenu par l'importante création nette d'emplois (voir infra) mais a, d'autre part, été freiné par une nouvelle baisse des revenus de la propriété. En outre, un certain nombre de mesures (comme le relèvement du plafond pour les frais professionnels forfaitaires) ont eu un impact positif sur le pouvoir d'achat, lequel a toutefois été partiellement neutralisé, entre autres, par la hausse de la TVA sur l'électricité à usage domestique, la majoration d'autres impôts indirects et le saut d'index. Cependant, vu sa faible progression enregistrée durant le pre-

mier trimestre, la croissance en volume de la consommation des particuliers n'a pas dépassé 0,7 % en 2016 et leur taux d'épargne est reparti à la hausse. La croissance du pouvoir d'achat des particuliers serait à nouveau limitée (0,9 %) en 2017. Les dépenses de consommation, en progression de 1,4 %, entameraient néanmoins un mouvement de rattrapage, notamment grâce au rétablissement récent de la confiance des consommateurs, laquelle est particulièrement sensible à la situation du marché du travail. La forte croissance en volume des investissements en logements en 2016 (5,4 %) reflète surtout une situation de départ favorable, à savoir la forte augmentation de la construction de logements au quatrième trimestre de 2015. Ces investissements, toujours soutenus par des conditions de financement attrayantes, poursuivraient leur progression (2,1 %) en 2017.

En 2016, la croissance en volume des investissements des entreprises (1,5%) a subi le contrecoup des acquisitions exceptionnelles qui ont gonflé les investissements des entreprises en 2014 et en 2015. Abstraction faite de ces transactions, les investissements des entreprises ont augmenté de 5,4 %. Actuellement, le taux d'utilisation des capacités de production industrielle est supérieur à sa moyenne historique, ce qui accroît les besoins en investissements d'expansion. Cet élément, conjugué à une amélioration de la rentabilité et à des conditions de crédit favorables, se traduirait en 2017 aussi par une croissance solide des investissements (3,2 %).

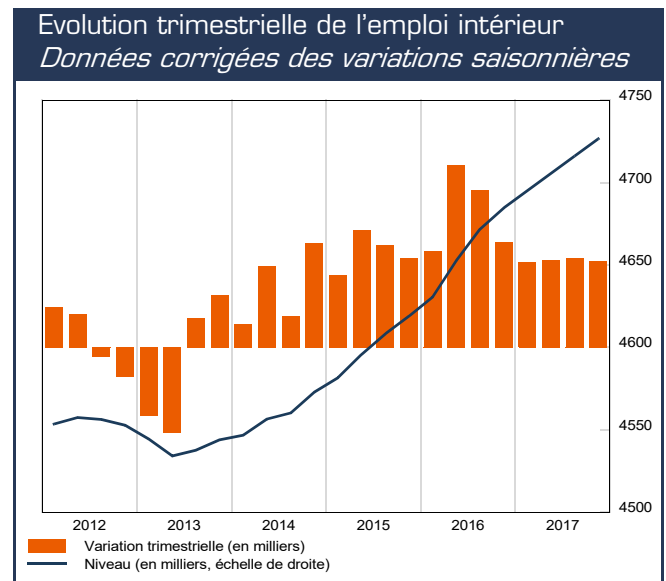
Si l'on tient compte de l'ensemble des décisions connues, la croissance en volume de la consommation publique ne devrait pas dépasser 0,2 % cette année. La croissance en volume des investissements publics s'accélérait pour atteindre 3,7 %, en raison de la poussée des investissements des pouvoirs locaux en vue des élections communales et provinciales de 2018.

Les mesures de réduction du coût du travail accroissent l'intensité en emplois de la croissance économique

L'emploi intérieur a progressé de 1,3 % en 2016 et progresserait encore de 1,1 % en 2017, ce qui représente une création nette de respectivement 59 000 et 51 000 emplois. La productivité du travail a même reculé en 2016 tandis qu'elle n'augmenterait que légèrement cette année. L'emploi salarié dans le secteur marchand est influencé favorablement (surtout en 2016) par les mesures de réduction du coût du travail. Ces dernières, combinées à une croissance relativement stable de l'activité économique, pourraient déboucher sur la création nette de 86 000 emplois sur l'ensemble des deux années. Le nombre de travailleurs indépendants progresserait de 24 000 unités sur la même période. En revanche, le nombre d'emplois publics en 2017 serait légèrement inférieur à celui enregistré en 2015.

Compte tenu de la poursuite de la croissance de la population active, le nombre de chômeurs (y compris les chômeurs complets indemnisés non demandeurs d'emploi) diminuerait de 58 000 unités sur l'ensemble de la période

de 2016-2017. Le taux de chômage harmonisé (définition Eurostat) passerait ainsi de 8,5 % en 2015 à 7,6 % en 2017.



En 2017, l'inflation dépasserait légèrement 2 %

L'inflation belge, mesurée sur la base de la croissance à un an d'intervalle de l'indice national des prix à la consommation, est tombée à 0,3 % en 2014 et 0,6 % en 2015, principalement sous l'effet de la baisse du prix du pétrole. La croissance à un an d'intervalle du prix du pétrole est restée le plus souvent négative tout au long de l'année 2016. Cependant, l'inflation s'est accélérée jusqu'à 2 % en moyenne, notamment en raison d'une forte augmentation du prix de l'électricité suite à l'introduction ou au relèvement d'un certain nombre d'impôts et de prélèvements et suite à la suppression des kWh gratuits auxquels chaque ménage de Flandre avait droit.

L'inflation a même atteint 2,7 % en janvier 2017, mais devrait progressivement fléchir au cours des prochains mois étant donné que la croissance à un an d'intervalle du prix du pétrole ralentit et que les effets d'un certain nombre de mesures ayant accru le prix de l'électricité dans le courant de 2016 disparaissent. En 2017, les mesures visant à limiter le coût du travail freinent l'inflation sous-jacente en moyenne annuelle. Toutefois, sous l'effet de l'augmentation du prix du pétrole, l'inflation s'établirait à 2,1 % en 2017, soit un niveau comparable à celui de l'an dernier.

La croissance de l'indice santé, qui n'est pas influencée par l'évolution du prix de l'essence et du diesel notamment, serait moins élevée en 2017 (1,7 %) qu'en 2016 (2,1 %). Sur la base des prévisions mensuelles du Bureau fédéral du Plan pour l'indice santé, l'indice pivot actuel pour les traitements de la fonction publique et les allocations sociales (103,04) serait dépassé en mai 2017.

Pour plus d'informations:

Ludovic Dobbelaere, 02/507.74.22, ldo@plan.be

Filip Vanhorebeek, 02/507.74.12, fvh@plan.be

Chiffres clés pour l'économie belge***Pourcentages de variation en volume - sauf indications contraires***

	2014	2015	2016	2017
Dépenses de consommation finale des particuliers	0.6	1.1	0.7	1.4
Dépenses de consommation finale des pouvoirs publics	1.4	0.5	0.4	0.2
Formation brute de capital fixe	5.1	2.4	2.3	3.0
Dépenses nationales totales	2.3	1.5	0.4	1.5
Exportations de biens et services	5.1	4.3	5.8	4.5
Importations de biens et services	5.9	4.3	4.9	4.6
Exportations nettes (contribution à la croissance)	-0.6	0.0	0.8	0.0
Produit intérieur brut	1.7	1.5	1.2	1.4
Indice national des prix à la consommation	0.3	0.6	2.0	2.1
Indice santé	0.4	1.0	2.1	1.7
Revenu disponible réel des particuliers	0.3	0.7	1.0	0.9
Taux d'épargne des particuliers (en % du revenu disponible)	12.1	11.7	11.9	11.5
Emploi intérieur (variation annuelle moyenne, en milliers)	19.0	42.1	58.7	50.8
Taux de chômage (taux standardisé Eurostat, moyenne annuelle)	8.5	8.5	8.0	7.6
Solde des opérations courantes (balance des paiements, en % du PIB)	-0.7	0.4	0.7	0.5
Taux de change de l'euro en dollar (nombre de dollars pour 100 euros)	132.9	111.0	110.6	107.9
Taux d'intérêt à court terme (Euribor, 3 mois) (%)	0.2	0.0	-0.3	-0.3
Taux d'intérêt à long terme (OLO, 10 ans) (%)	1.7	0.8	0.4	0.9